

Afrique

AVANT-PROPOS

L'Afrique accueille toujours le plus grand nombre de personnes déplacées au monde. En 2017, quelque 24,2 millions de personnes avaient été forcées de fuir en raison de conflits, de persécutions, d'autres atteintes aux droits de l'homme et de l'insécurité alimentaire. Rares étaient les solutions politiques en vue.

La crise en République démocratique du Congo (RDC) était particulièrement préoccupante, la recrudescence des troubles ayant déclenché des déplacements d'une ampleur extraordinaire. En République centrafricaine comme au Soudan du Sud, les conflits sont entrés dans leur cinquième année, alors que le Cameroun, le Mali et les régions frontalières du Niger et du Burkina Faso étaient en proie à des combats contraignant encore plus de personnes à quitter leur foyer. La situation au Burundi est restée instable, les exodes vers le Rwanda et la République-Unie de Tanzanie se sont poursuivis. La protection des réfugiés et des demandeurs d'asile au sein des mouvements mixtes et la recherche de solutions à leur situation figuraient au premier plan des priorités.

Ces situations d'urgence complexes étaient encore aggravées par les défis liés aux changements climatiques, qui menaçaient la sécurité alimentaire des réfugiés vulnérables et de leurs communautés d'accueil sur le continent; et par l'augmentation des violences sexuelles et de genre signalées, qui mettaient en évidence les terribles difficultés auxquelles était confrontée une part particulièrement vulnérable d'une population déjà traumatisée. L'aide humanitaire et la protection dont les populations avaient un besoin urgent n'ont bien souvent pas pu être fournies de manière soutenue et prévisible, en raison des difficultés d'accès, de l'insécurité et du sous-financement. Des accusations de fraude, d'inconduite et d'exploitation ont

De jeunes réfugiés burundais étudient à l'extérieur de l'école primaire Furuvara, dans le camp de Nduta en République-Unie de Tanzanie. À l'école, il n'y pas de classes, les enfants étudient en groupe sous les arbres. Des bancs ont été récemment construits. Avant, les élèves s'asseyaient par terre.

© HCR/Reginald Gwosdz

été formulées dans plusieurs opérations d'Afrique, ce qui a donné lieu à des enquêtes approfondies et à des mesures correctives du HCR et des pays impliqués. Celles-ci ont été accompagnées de dispositions destinées à améliorer la redevabilité et la transparence ainsi qu'à renforcer les réponses de protection pour les personnes relevant de la compétence du HCR.

Le nombre de personnes fuyant leur foyer a fortement augmenté et leurs besoins étaient importants et généralisés, mais il y a cependant eu des moments d'espoir. Plusieurs pays africains tournés vers l'avenir ont adopté le Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF). Le plaidoyer du HCR a permis de faire progresser des réformes législatives essentielles pour résoudre les situations d'apatridie et pour faciliter l'inclusion des réfugiés au sein des plans et systèmes nationaux dans des domaines comme l'éducation, la santé et l'accès à l'emploi. Le HCR a facilité les rapatriements volontaires en Somalie depuis Djibouti, le Kenya et le Yémen, ainsi qu'en Côte d'Ivoire depuis le Libéria. Un partenariat avec le PAM et d'autres organisations a permis de lutter contre l'insécurité alimentaire, et, bien que la malnutrition, les retards de croissance et l'anémie soient demeurés très problématiques, la famine a été évitée

dans les trois régions les plus exposées: le nord du Nigéria, la Somalie et le Soudan du Sud.

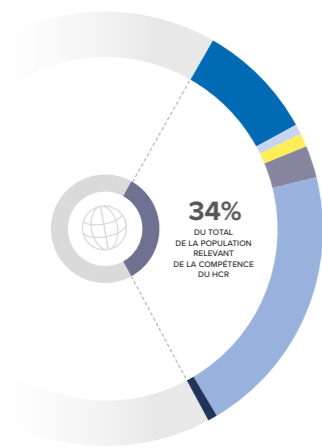
Certains pays, qui comptaient parmi les principaux pays d'accueil des réfugiés en Afrique ont, avec l'appui de la communauté internationale, ouvert la voie dans le domaine de l'assistance et du soutien aux réfugiés et aux communautés qui les recevaient. Tout en conservant ses responsabilités en matière d'aide d'urgence, le HCR a été à l'origine de nouvelles approches en matière de logement, d'énergie, d'enseignement à distance, d'éclairage et d'accès aux marchés internationaux, approches qui ont toutes contribué à améliorer les conditions de vie difficiles des réfugiés dans la région. L'organisation a travaillé avec les gouvernements locaux et nationaux, des partenaires du secteur privé, des fondations, des banques et des institutions financières internationales pour offrir aux réfugiés et aux communautés d'accueil davantage de stabilité financière et une plus grande liberté de choix, par l'octroi d'aides en espèces et de prêts, par des envois de fonds facilités, ainsi que par l'amélioration de l'accès à internet et des télécommunications.

Valentin Tapsoba

Directeur du Bureau régional du HCR pour l'Afrique

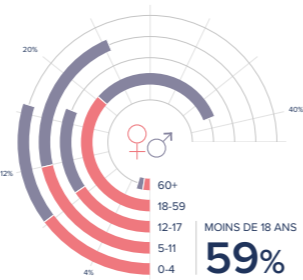


24,2 MILLIONS DE PERSONNES RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU HCR EN AFRIQUE



- RÉFUGIÉS **6,3 MILLIONS** | 26%
- DEMANDEURS D'ASILE **509 000** | 2%
- APATRIDES **712 000** | 3%
- RAPATRIÉS (Réfugiés et déplacés internes) **1,7 million** | 7%
- DÉPLACÉS INTERNES **14,5 MILLIONS** | 60%
- AUTRES PERSONNES **510 000** | 2%

RÉPARTITION PAR ÂGE ET GENRE DES RÉFUGIÉS ET DEMANDEURS D'ASILE



333 PARTENAIRES EN AFRIQUE

- 153 ONG LOCALES PARTENAIRES
- 70 ONG INTERNATIONALES PARTENAIRES
- 107 PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX
- 3 AGENCES DES NATIONS UNIES / AUTRES PARTENAIRES



4 931 PERSONNELS EN AFRIQUE

- 72% HOMMES
- 28% FEMMES
- 221 SITES
- 62% BASÉS DANS DES LIEUX D'AFFECTATION DIFFICILES



SITUATION MALIENNE

130 000 RÉFUGIÉS

ont cherché une protection principalement au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger

38 000 DÉPLACÉS INTERNES à la fin de l'année

60 000 RÉFUGIÉS RAPATRIÉS



SITUATION CENTRAFRICAINE

546 000 RÉFUGIÉS

ont cherché une protection principalement au Cameroun, en RDC et au Tchad

688 000 DÉPLACÉS INTERNES à la fin de l'année

180 000 DÉPLACÉS INTERNES au cours de la seule année 2017

47 000 RÉFUGIÉS RAPATRIÉS



SITUATION SUD-SOUDANAISE

2,4 millions de RÉFUGIÉS

ont cherché une protection principalement en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et au Soudan

1 million de RÉFUGIÉS déplacés au cours de la seule année 2017

2 millions de DÉPLACÉS INTERNES à la fin de l'année



SITUATION NIGÉRIANE

218 000 RÉFUGIÉS

ont cherché une protection principalement au Cameroun, au Niger et au Tchad

2,4 millions de DÉPLACÉS INTERNES à la fin de l'année

SITUATIONS

- < 1,5 million de personnes relevant de la compétence du HCR
- 1,5 > 3 millions de personnes relevant de la compétence du HCR
- 3 > 5 millions de personnes relevant de la compétence du HCR

☑ Pays mettant en œuvre le CRRF

* Nouvelles urgences



SITUATION DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

685 000 RÉFUGIÉS

ont cherché une protection dans les pays voisins

4,5 millions de DÉPLACÉS INTERNES à la fin de l'année

1,9 million de DÉPLACÉS INTERNES au cours de la seule année 2017



SITUATION BURUNDAISE

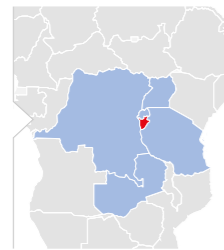
430 000 RÉFUGIÉS

ont cherché une protection principalement en Ouganda, en RDC, en République-Unie de Tanzanie et au Rwanda

175 000 DÉPLACÉS INTERNES à la fin de l'année

PRINCIPALES SITUATIONS

Situation burundaise



Au Burundi, des incidents de sécurité, des tensions politiques et la montée de l'insécurité alimentaire ont entraîné une dégradation de la situation humanitaire.

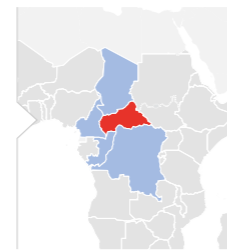
En plus des 175 000 personnes déplacées internes au Burundi, environ 430 000 Burundais étaient réfugiés en République démocratique du Congo (RDC), en Ouganda, au Rwanda, en République-Unie de Tanzanie et dans d'autres pays d'Afrique australe. Le nombre de Burundais ayant fui leur foyer en 2017 a plus que doublé par rapport à 2016.

La RDC, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie — qui accueillait le plus grand nombre de réfugiés burundais, soit 230 000 — ont révoqué le statut *prima facie* accordé aux réfugiés Burundais. Les trois pays ont appelé à la reprise de la détermination individuelle du statut (DSR), ce qui a parfois donné lieu à une approche restrictive en matière d'octroi de l'asile ou à une saturation des centres d'accueil. Le Rwanda a quant à lui accueilli quelque 89 000 réfugiés burundais, auxquels il a accordé d'emblée le statut de réfugiés *prima facie*.

Le sous-financement chronique de la situation burundaise a gravement entravé la réponse humanitaire et la qualité de l'aide offerte à la population réfugiée dans les pays d'asile, en particulier dans les domaines de l'accueil et de l'enregistrement, de l'éducation et de la protection de l'enfance — plus de 50 pour cent des réfugiés burundais sont des enfants —, des mesures de lutte contre la violence sexuelle et de genre, des abris et de la sécurité alimentaire. En mai 2017, le HCR a lancé un appel supplémentaire sollicitant 250 millions de dollars, ainsi qu'un plan d'action régional en faveur des

réfugiés en janvier 2017, d'un montant total de 406 millions de dollars pour l'année. L'organisation a dirigé et coordonné la réponse à la crise des réfugiés Burundais dans les pays affectés, en étroite collaboration avec les gouvernements concernés.

Situation centrafricaine

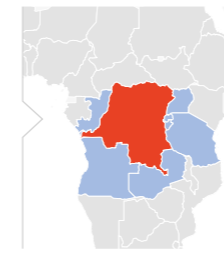


En 2017, plus de 47 000 Centrafricains ont regagné volontairement la République centrafricaine, mais la situation sécuritaire désastreuse a aussi

généralisé le nombre de déplacements le plus élevé observé depuis l'intensification de la crise en 2013. Les affrontements violents entre les groupes armés et les tensions intercommunautaires ont fortement augmenté à partir de mai 2017, le conflit se propageant dans des régions jusqu'alors épargnées. Il y avait 546 000 réfugiés centrafricains et plus de 688 000 déplacés internes à la fin de l'année. Parmi ceux-ci, quelque 180 000 personnes avaient été déplacées en 2017. Près d'une famille sur quatre avait été obligée de fuir son foyer. Dans le nord-ouest du pays, une flambée de violence a déclenché un afflux par vagues de réfugiés au Cameroun, en RDC et au Tchad, et des travailleurs humanitaires ainsi que des Casques bleus ont été pris pour cibles par des groupes armés. La situation d'urgence centrafricaine était l'une des plus sous-financées au monde en 2017, et le manque de ressources a limité la capacité du HCR à fournir une protection, des vivres et des abris aux personnes relevant de sa compétence.

La situation burundaise était l'une des six situations les plus sous-financées au monde en 2017.

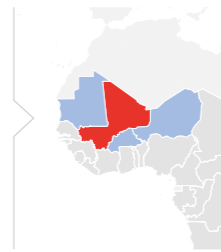
Situation de la République démocratique du Congo



Le conflit intercommunautaire dans la région du Kasai a déplacé des milliers de personnes en RDC et entraîné un afflux de réfugiés en Angola. Le HCR a en conséquence

lancé un appel supplémentaire de 102 millions de dollars en juin 2017 pour intensifier sa réponse pour l'année. Une forte dégradation de la situation dans les provinces du Kasai, du Sud-Kivu et du Tanganyika a conduit le Comité permanent interorganisations à déclarer l'état d'urgence de niveau 3 à l'échelle du système en octobre 2017. Fin 2017, il y avait environ 4,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, dont 1,9 million de personnes déplacées uniquement en 2017, et plus de 685 000 réfugiés congolais — en majorité des femmes et des enfants — en quête de protection dans les pays voisins. L'Ouganda et la Zambie ont enregistré respectivement quelque 47 000 et 17 000 nouvelles arrivées en 2017. Le HCR a accru sa présence en RDC et dans les pays voisins, en se concentrant sur la protection et sur l'aide vitale.

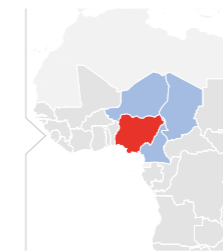
Situation malienne



La situation sécuritaire instable observée dans le nord et dans le centre du Mali, ainsi que l'insécurité qui troublait les régions frontalières, ont incité les pays voisins à introduire des

mesures de sécurité supplémentaires. Fin 2017, il y avait environ 38 000 déplacés internes au Mali et plus de 130 000 Maliens étaient réfugiés au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger. Plus de 60 000 réfugiés maliens ont regagné leur pays en 2017. Le HCR a intensifié ses efforts pour assurer la pérennité de ces retours spontanés.

Situation nigériane



Cinq ans après le début de la crise dans le nord-est du Nigeria, 218 000 Nigériens étaient réfugiés au Cameroun, au Niger et au Tchad. Le conflit a également entraîné le

déplacement interne de plus de 2,4 millions de personnes, principalement au Nigeria mais aussi au Cameroun, au Niger et au Tchad.

© HCR/Rehna Gombo



Hamzatu Amodu Buba, 30 ans, est veuve et a quatre enfants. Son mari a été tué par Boko Haram en 2013. Elle est aujourd'hui membre de la Coopérative des prouesses futures des veuves.

Les veuves du Nigeria trouvent un nouveau départ grâce au lauréat de la distinction Nansen

Hamzatu Amodu Buba pensait que le mariage de son beau-frère serait une joyeuse fête. Au lieu de cela, sa vie s'en est trouvée ravagée.

Des insurgés de Boko Haram — qui sème le chaos dans une bonne partie du nord-est du pays depuis plusieurs années — avaient bloqué la route entre deux villages. Usman, son mari instituteur, a été extrait de la voiture.

« Ils lui ont demandé ses papiers, mais il ne les avait pas... Alors ils l'ont abattu », dit-elle. « Ils sont partis avec la voiture en me laissant au bord de la route avec les épouses de deux autres frères. » Hamzatu était enceinte de quatre mois. « Il faisait une chaleur d'enfer et on a pensé qu'on allait mourir. »



Un accord tripartite sur le rapatriement volontaire des réfugiés nigériens a été conclu par les Gouvernements du Cameroun et du Nigéria et le HCR.

Au Nigéria, d'importants mouvements de retour organisés par les réfugiés eux-mêmes ont été observés en 2017. Le HCR n'avait pas facilité les rapatriements volontaires depuis les pays d'asile en raison de la situation qui régnait dans le pays. Si les retours ont été spontanés dans la plupart des cas, des cas de refoulement à partir du Cameroun ont été confirmés, en dépit des efforts de plaidoyer de l'organisation et des engagements souscrits dans le cadre des accords tripartites. En mars 2017, les Gouvernements du Cameroun et du Nigéria ont conclu avec le HCR un accord tripartite sur le rapatriement volontaire des réfugiés nigériens.

La situation dans la sous-région, sur le plan humanitaire et de la protection, a été dominée par la crise dans le bassin du Lac Tchad. Les actions des rebelles et les opérations anti-insurrectionnelles menées à travers le Sahel ont produit une grave insécurité et des mouvements de population complexes, superposés, dans les régions frontalières du Mali, du Niger, du Nigéria et du Tchad. Le HCR a lancé un appel supplémentaire révisé de 179 millions de dollars en juillet 2017, ainsi qu'un plan d'action régional en faveur des réfugiés d'un montant de 241 millions de dollars, lancé en janvier 2017 pour l'année.

© HCR/Rahima Gambo



M. Mustapha et les élèves de l'École de la Fondation islamique des prouesses futures avant le rassemblement matinal, Maiduri, État de Borno, Nigéria.

Zannah Mustapha, lauréat de la distinction Nansen 2017

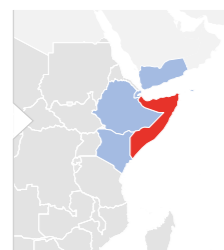
La distinction Nansen pour les réfugiés a été instituée par le HCR en 1954 pour rendre hommage aux individus, aux groupes et aux organisations qui s'efforcent d'améliorer la vie des personnes déplacées. La distinction doit son nom à Fridtjof Nansen, premier Haut Commissaire pour les réfugiés de la Ligue des Nations.



En 2017, la distinction a été décernée à Zannah Mustapha, avocat, fondateur d'écoles et artisan de la paix nigérian, qui a ouvert il y a dix ans une école pour les orphelins et les enfants vulnérables à Maiduri, épice de l'insurrection de Boko Haram. Au titre de la distinction, M. Mustapha a reçu un prix de 150 000 dollars pour financer le projet de son choix. M. Mustapha a décidé d'utiliser cet argent pour continuer à offrir une éducation aux jeunes de sa communauté ; en outre, il met actuellement en place un programme d'aide psychosociale qui touchera non seulement ses élèves, mais aussi les femmes devenues veuves du fait de l'insurrection de Boko Haram.



Situation somalienne

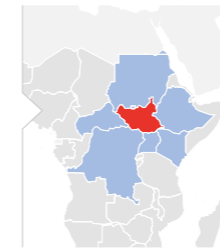


La situation sécuritaire est restée précaire en Somalie, où une grave sécheresse continuait de sévir, principalement dans les régions du centre et du sud et notamment dans les zones de retour. Plus de 900 000 réfugiés somaliens vivaient dans des camps à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya et au Yémen, alors qu'environ 2,1 millions de personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays en raison du conflit et de la sécheresse. Pour intensifier sa réponse, le HCR a lancé en

mai 2017 un appel supplémentaire de 487 millions de dollars. L'organisation a continué à faciliter les rapatriements volontaires malgré la violence, l'insécurité alimentaire et la capacité d'absorption limitée dans les régions de retour. Depuis décembre 2014, date à laquelle le HCR a commencé à soutenir les retours volontaires des Somaliens réfugiés au Kenya, quelque 75 000 réfugiés somaliens sont rentrés volontairement dans leur pays. En 2017, le HCR a aidé 35 000 réfugiés somaliens à rentrer dans le cadre de son programme de rapatriement volontaire. La majorité de ces réfugiés ont été rapatriés du complexe de Dadaab, au Kenya.

75 000
Réfugiés somaliens sont rentrés chez eux depuis décembre 2014.

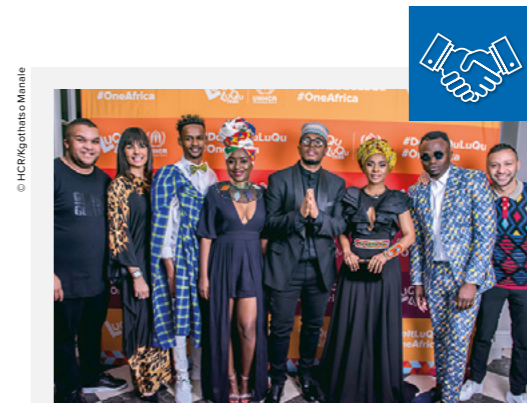
Situation sud-soudanaise



La situation sécuritaire au Soudan du Sud est restée très tendue. L'accord de cessation des hostilités conclu par le Gouvernement et les chefs de l'opposition en décembre 2017 n'a duré

que quelques heures. Le conflit au Soudan du Sud a déplacé 1 million de réfugiés supplémentaires en 2017. À la fin de l'année, près d'un tiers de la population du pays, estimée à 12 millions de personnes, était déplacé, avec près de 2 millions de déplacés internes et environ 2,4 millions de réfugiés.

Il y avait un million de réfugiés sud-soudanais en Ouganda, alors que le Soudan et l'Éthiopie accueillent respectivement plus de 800 000 et 400 000 réfugiés sud-soudanais ; de plus, le Kenya offrait l'hospitalité à quelque 112 000 Sud-Soudanais. En mai 2017, le HCR a lancé un appel supplémentaire révisé d'un montant de 883 millions de dollars, qui succédait à un plan d'action régional pour les réfugiés, lancé en janvier 2017 et sollicitant 1,3 milliard de dollars pour l'année. Le HCR a coordonné une intervention de grande ampleur pour les réfugiés à travers la région dans le cadre du plan d'action régional et dirigé le groupe sectoriel de la protection et celui de la coordination et gestion des camps dans le cadre de la réponse auprès des déplacés internes.



Des célébrités africaines soutenant la campagne LuQuLuQu, issues de l'univers des médias, de la musique et des arts, assistent à son lancement à Johannesburg.

La campagne LuQuLuQu stimule les efforts collectifs pour soutenir les réfugiés en Afrique

En octobre 2017, le Service des partenariats du secteur privé a lancé la campagne « LuQuLuQu » en Afrique du Sud, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Kenya. Cette campagne intégrée de mobilisation de l'opinion publique et de collecte de fonds a tiré parti de la longue tradition d'accueil et d'hospitalité qui caractérise la région de l'Afrique. La campagne, menée par des célébrités africaines, a utilisé une série de circuits pour récolter des fonds via téléphone portable.

Grâce à leur audience cumulée sur les médias sociaux, les célébrités ont atteint plus de 20 millions de personnes, suscitant des conversations publiques sur les défis auxquels les réfugiés font face et générant au sein du secteur privé africain un soutien et des dons pour les communautés déplacées de force.



© HCR/Diana Diaz



La sympathisante Betty G rencontre le réfugié soudanais Medu Amdan en Éthiopie.

Le soutien des Ambassadeurs de bonne volonté

Diverses célébrités engagées ont mis leur talent au service d'une série d'initiatives menées dans la région Afrique en 2017. Les musiciennes Betty G et Christine and the Queens ont aidé respectivement à attirer l'attention sur les difficultés auxquelles sont confrontés quotidiennement les réfugiés en Éthiopie et en Ouganda. Lorsque le cap du millionième réfugié entrant en Ouganda a été franchi, la slammeuse Emi Mahmoud a évoqué ce triste événement dans *Head Over Heels*, un poème original qui a trouvé un large écho dans la presse internationale.



RÉALISATIONS ET IMPACT

À travers l'Afrique, des pays ont continué à démontrer leurs déterminations pour améliorer la vie des réfugiés, des demandeurs d'asile, des apatrides et des déplacés internes. Le HCR a cherché à protéger les personnes les plus vulnérables des abus et de l'exploitation, à réduire la vulnérabilité des familles déplacées, à faciliter le retour volontaire des réfugiés lorsque les conditions s'y prêtaient, et à prendre des mesures pour éliminer l'apatridie.

Collaborer avec les partenaires pour l'application du CRRF est resté une priorité pour le HCR. Certains pays africains s'étaient engagés pour mettre en œuvre la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants. Djibouti, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, la Somalie, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie ont pris des dispositions pour mettre en œuvre le CRRF en 2017, tandis que le Rwanda a entamé des discussions sur l'application du cadre avec le HCR.

La mise en œuvre du CRRF par les pays africains a produit des résultats concrets en 2017. L'Ouganda est resté attaché à une politique d'ouverture, permettant aux réfugiés de se déplacer librement et de travailler, leur fournissant un logement et des parcelles de terre agricole. Djibouti a adopté une nouvelle loi améliorant l'accès des réfugiés à l'enseignement, à l'emploi et, à terme, à la naturalisation. L'Éthiopie a pris des mesures législatives en vue d'assurer l'enregistrement universel des naissances et l'accès des réfugiés à des documents d'état civil.

Promouvoir un environnement de protection favorable

Le HCR a aidé les États à assurer l'accès des demandeurs d'asile au territoire et à des procédures d'asile équitables. L'organisation a plaidé pour une application juste et efficace des procédures de détermination du statut de réfugié, et a offert davantage de sûreté et de sécurité aux réfugiés avec des procédures améliorées d'enregistrement et de délivrance de documents. Ces efforts étaient particulièrement importants pour le bien-être des réfugiés burundais qui ne se voyaient plus reconnaître d'emblée le statut *prima facie* de réfugié en RDC, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie. En outre, le HCR a continué à améliorer la protection des personnes relevant de sa compétence par des efforts visant à prévenir les violences sexuelles et de genre et à y répondre.

Le HCR a renforcé ses activités de protection en déployant son système biométrique de gestion de l'identité (BIMS) dans plusieurs sites à travers la région. À la fin de l'année, l'organisation avait mené à terme l'enregistrement biométrique de 1120 réfugiés dans le camp de Dar-es-Salaam au Tchad et de 39 200 réfugiés centrafricains dans la province de l'Ubangi en RDC, et entrepris d'enregistrer tous les réfugiés burundais accueillis dans le camp de Lusenda, situé dans la province du Sud-Kivu. En Éthiopie, le déploiement du BIMS à l'échelle du pays a débuté en juillet 2017. Au Niger, le HCR a enregistré 56 900 réfugiés maliens. La deuxième phase de la campagne d'enregistrement biométrique des personnes déplacées résidant hors des camps, dans la région de Diffa, a débuté en novembre 2017.

L'augmentation des mouvements mixtes partant de l'Est et de la Corne de l'Afrique, et de l'Afrique de l'Ouest, pour rejoindre l'Europe via la route de la Méditerranée centrale, a incité le HCR à élaborer une stratégie axée sur trois volets : les pays d'origine, les pays de transit et ceux de destination. En Afrique subsaharienne, le HCR a sensibilisé la population aux risques associés aux migrations irrégulières, au trafic et à la traite d'êtres humains par des campagnes d'information. L'organisation a atténué les risques de protection le long d'itinéraires très fréquentés et trouvé des solutions pour des personnes qui se déplaçaient. Au Burkina Faso, l'organisation a offert une formation professionnelle à des jeunes qui risquaient d'entreprendre des mouvements secondaires. Environ 600 jeunes gens — dont 60 pour cent de réfugiés et 40 pour cent de jeunes issus de la population locale — ont participé à ce programme. (Pour de plus amples informations sur la route de la Méditerranée centrale, voir le chapitre *Sauvegarder les droits fondamentaux*.)

Améliorer l'accès à une éducation de qualité

Le HCR et le Partenariat mondial pour l'éducation ont redoublé d'efforts pour assurer l'inclusion des réfugiés dans les plans pluriannuels du secteur de l'éducation nationale (voir le chapitre *Assurer un avenir meilleur*). En 2017, ces efforts ont été étendus au Burkina Faso, au Burundi, à la RDC, à l'Éthiopie, au Libéria, au Mali, au Soudan du Sud, à la République-Unie de Tanzanie et au Tchad.

En partenariat avec la Fondation Vodafone, le HCR a eu recours aux technologies de l'information pour mettre en place des *Instant Network Schools* en RDC, en Éthiopie, au Kenya, au Soudan du Sud et en République-Unie de Tanzanie. Au Tchad, l'organisation a travaillé avec les autorités pour faciliter le passage du programme scolaire soudanais au programme tchadien en arabe, au profit des réfugiés soudanais. Elle a également collaboré avec le ministère de l'Éducation en RDC pour veiller à ce que les écoles locales reçoivent l'aide nécessaire à l'intégration des réfugiés burundais, ainsi que des autres enfants déplacés.

L'augmentation des mouvements mixtes empruntant la route de la Méditerranée centrale a incité le HCR à élaborer une stratégie basée sur trois volets.

Le Rwanda a engagé des discussions avec le HCR sur l'application du CRRF.



En Afrique, l'innovation transforme l'éducation des étudiants réfugiés

Le programme *Instant Network Schools* établi en partenariat avec la fondation Vodafone aide des millions d'élèves réfugiés à travers l'Afrique à rattraper leur retard scolaire. Grâce aux tablettes et aux réseaux mobiles qui stimulent leur intérêt pour l'apprentissage, les étudiants des camps de réfugiés bénéficient des dernières avancées de l'enseignement à distance. Le programme a été adopté par 31 centres dans quatre pays de la région : la République démocratique du Congo, le Kenya, le Soudan du Sud et la République-Unie de Tanzanie.



Les élèves de l'école primaire Mogadiscio, au camp de Kakuma au Kenya, sont impatients d'utiliser les tablettes fournies dans le cadre du projet *Instant Network Schools*.



En août 2017, le HCR et le ministère djiboutien de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ont conclu un mémorandum d'accord donnant aux enfants réfugiés accès à la même qualité d'éducation que les enfants djiboutiens. Les États membres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) ont organisé une conférence régionale sur l'éducation pour les réfugiés à Djibouti en décembre 2017, ce qui constituait une première mondiale. Lors de cette réunion, un large consensus s'est dégagé sur le fait que d'ici 2020, les États membres chercheraient à mettre en place des normes harmonisées d'enseignement pour les réfugiés et les membres des communautés d'accueil et intégreraient l'éducation pour les réfugiés et les rapatriés dans les plans de développement nationaux.



Gur Den Kuarbang, un réfugié sud-soudanais, écoute sa sœur lui lire un livre dans le camp de Kule en Éthiopie. Le projet « Nous aimons lire » est destiné à réduire le stress et à apporter aux enfants un soutien psychosocial dont ils ont bien besoin.

L'Éthiopie aime lire !

La campagne « We love reading » (Nous aimons lire !) a été lancée par le HCR dans la région de Gambella en Éthiopie, pour donner aux enfants le goût de la lecture. La région accueille plus de 300 000 réfugiés sud-soudanais, dont la plupart sont des enfants. La campagne du HCR, qui a été primée, a également permis à des femmes réfugiées vivant dans des environnements où les ressources sont limitées de jouer un rôle de premier plan au sein de la communauté, et la plupart d'entre elles ont ensuite ouvert des bibliothèques.



Lutter contre l'insécurité alimentaire

Des pans entiers de la région sont restés exposés à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition aiguë. Le risque de famine dans le nord-est du Nigéria et les graves pénuries alimentaires observées à travers la sous-région ont affecté environ 7 millions de personnes, dont un nombre important de personnes relevant de la compétence du HCR. Cependant, lors des récoltes de septembre, la situation s'était améliorée dans le nord-est du Nigéria du fait de l'augmentation de l'aide humanitaire et de la chute du prix des denrées alimentaires de base.

La Somalie était au bord de la famine au début de l'année 2017, mais des efforts de prévention soutenus tout au long de l'année ont réduit ce risque.

Toutefois, l'état de famine a été déclaré dans certaines zones de l'État de l'Unité, au Soudan du Sud, en février 2017. D'autres régions du pays ont également fait face à de graves pénuries alimentaires lorsque la saison des récoltes a commencé : selon les estimations, 56 pour cent de la population souffrait d'insécurité alimentaire grave. La situation s'est légèrement améliorée à la fin de l'année 2017, grâce à l'aide humanitaire massive et aux récoltes, mais près de la moitié de la population était exposée à des pénuries alimentaires à la fin de l'année.

Des problèmes de sous-financement ont entraîné une réduction de l'aide alimentaire, affectant 2 millions de réfugiés au Cameroun, à Djibouti, en Éthiopie, en RDC, au Rwanda, au Soudan du Sud, en République-Unie de Tanzanie, au Tchad et en Zambie. Sur les 94 sites de réfugiés de la région Afrique ayant fait l'objet d'une enquête, 20 pour cent présentaient un taux global de malnutrition aiguë supérieur aux seuils d'alerte. Le HCR a été contraint de réduire l'aide essentielle dans de nombreuses opérations, y compris dans celles qui avaient été touchées par la réduction des rations alimentaires du PAM.



Des réfugiés sud-soudanais font la queue pour la distribution d'espèces à Meri, dans la province de Haut-Uele en RDC. Des familles reçoivent des allocations mensuelles du PAM en partenariat avec le HCR.

L'aide en espèces au service de la protection



En Afrique, le HCR a eu recours à des interventions en espèces, principalement au Kenya et en Somalie, en 2017. Environ 75 000 personnes relevant de sa compétence, dont de nombreux réfugiés somaliens rapatriés, ont reçu une aide en espèces. En Somalie, l'organisation a travaillé avec des partenaires du secteur privé pour permettre aux rapatriés du Kenya ayant reçu des espèces d'ouvrir un compte en banque.

En RDC, le HCR a accordé des allocations en espèces pour un montant de 850 000 dollars à environ 10 000 familles de réfugiés, de déplacés internes et de rapatriés. Dans la région du Kasai, 3 000 ménages ont reçu des allocations à usages multiples, tandis que 200 familles de déplacés et de réfugiés ont bénéficié d'aides en espèces pour reconstruire leur abri.

Les aides en espèces ont également été des instruments de protection en RDC et au Congo, où des personnes ayant subi ou risquant de subir des violences sexuelles et de genre, ont bénéficié d'un soutien financier, d'un accompagnement psychosocial et d'une aide au renforcement des moyens de subsistance. En Afrique du Sud et au Kenya, les allocations en espèces ont aidé des personnes vulnérables, tandis qu'en Éthiopie et au Soudan, elles ont permis à des mineurs isolés de satisfaire leurs besoins essentiels.



Face à une telle situation, le HCR a eu de plus en plus recours à des allocations en espèces à usages multiples afin de venir en aide aux personnes relevant de sa compétence.

Le nombre d'opérations affectées par les réductions de l'aide alimentaire du PAM a continué d'augmenter tout au long de l'année 2017. Ces réductions sont préoccupantes car elles aggravent l'insécurité alimentaire tout en augmentant les risques de protection, les réfugiés étant contraints de recourir à des stratégies d'adaptation négatives pour subvenir à leurs besoins essentiels. Les familles menacées d'insécurité alimentaire modifient souvent leur comportement pour améliorer leur accès aux vivres, en accordant la priorité à l'alimentation des enfants. Une évaluation du programme d'alimentation du

HCR au Tchad en 2017 a mis en évidence de graves problèmes liés à la diminution de l'aide alimentaire, notamment : l'émigration pour trouver du travail, y compris dans des pays comme la Libye, l'augmentation des violences sexuelles et de genre, la prostitution de survie (constatée dans toutes les classes d'âge) et les mariages forcés ou précoces. Des rapports en provenance du Rwanda font apparaître des problèmes de protection similaires dans ce pays. Sachant que l'assistance présente des lacunes dans plusieurs pays africains, il est fort probable que les risques et les problèmes de protection observés au Rwanda et au Tchad soient apparus ailleurs.

Rechercher des solutions durables

La stratégie de recherche de solutions globales pour la situation des réfugiés rwandais a officiellement pris fin en décembre 2017. Environ 19 000 Rwandais ont été rapatriés au cours de l'année, principalement depuis la RDC. Cependant, quelque 250 000 réfugiés et anciens réfugiés rwandais vivaient toujours hors de leur pays d'origine.

En dépit de la sécheresse, de l'insécurité alimentaire, du conflit et du manque de services en Somalie, environ 35 000 réfugiés somaliens sont rentrés chez eux du Kenya en 2017. Le HCR a aidé 8 200 Ivoiriens réfugiés au Libéria à regagner leur pays. Bien que le HCR n'ait pas encouragé les rapatriements volontaires au Burundi, l'organisation a veillé à ce que le retour d'un petit nombre de réfugiés burundais accueillis en RDC résulte d'une décision éclairée, informée et volontaire et se déroule dans la sûreté et la dignité. Le HCR a également aidé environ 13 000 Burundais réfugiés en République-Unie de Tanzanie qui avaient exprimé l'intention de rentrer dans leur pays.

En République centrafricaine, le HCR a facilité le rapatriement d'environ 1 500 réfugiés soudanais. Près de 1 000 Tchadiens ont également bénéficié d'une aide au retour, et, au milieu de l'année, le HCR et les Gouvernements du Soudan et du Tchad ont conclu un accord tripartite ouvrant la voie au rapatriement volontaire d'autres Tchadiens avec le soutien du HCR.

Il y avait globalement moins de places de réinstallation disponibles. Le HCR a soumis des demandes de réinstallation pour 22 000 réfugiés accueillis en Afrique, ce qui ne représente qu'environ la moitié (51 pour cent) des demandes présentées en 2016. Au cours de l'année, environ 16 000 réfugiés ont été réinstallés à partir de la région, dont plus de 7 000 réfugiés congolais (RDC) vivant dans des pays d'accueil situés principalement dans la sous-région des Grands Lacs.

La Guinée-Bissau, malgré son manque de ressources, a accordé la nationalité à environ 7 000 personnes réfugiées de longue date dans le pays.

L'IGAD a joué un rôle fédérateur essentiel lors de l'élaboration de la Déclaration de Nairobi sur les « Solutions durables pour les réfugiés et la réintégration des rapatriés en Somalie ». L'IGAD a également soutenu l'approche régionale que le Gouvernement somalien et ses voisins adoptaient lors de l'application du CRRF pour les réfugiés somaliens. L'Association d'aide au développement (IDA), qui fait partie du Groupe de la Banque mondiale, a pour objectif de venir en aide aux pays les plus pauvres du monde. En décembre 2016, les donateurs et les autres partenaires sont parvenus à un accord sur les priorités de l'IDA pour la période allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2020. L'une des priorités approuvées était la mise en place d'une source de financement exclusivement destinée aux pays qui accueillent d'importantes populations de réfugiés.

Cette nouvelle priorité de financement devrait produire un flux de 2 milliards de dollars au travers de subventions et de prêts à des conditions favorables, accordés à ces pays pour leur permettre de répondre aux besoins des réfugiés comme des communautés locales. Fin 2017, huit pays admissibles avaient été identifiés comme possibles bénéficiaires de ce programme, dont sept situés dans la région Afrique : le Cameroun, le Congo, Djibouti, l'Éthiopie, le Niger, l'Ouganda et le Tchad.

Cœuvrer pour mettre fin à l'apatridie

En 2017, le HCR et l'ONG kényane *Haki Centre* ont plaidé pour que des actes de naissance soient délivrés aux enfants des quelque 4 000 apatrides qui vivent selon les estimations à Pemba au Kenya. En conséquence, les naissances de plus de 11 000 enfants membres de cette communauté ont été enregistrées. Le Gouvernement du Kenya a également accordé la nationalité à 1 200 Makonde, originaires du Mozambique, qui s'étaient établis au Kenya dans les années 1930, et qui sont officiellement devenus la 43^{ème} « tribu » du Kenya (voir le chapitre *Sauvegarder les droits fondamentaux*).

En août 2017, le Mali a présenté un plan pour mettre fin à l'apatridie, devenant le quatrième pays à faire de la sorte en Afrique de l'Ouest.

Le HCR a organisé une séance de formation sur l'apatridie et le droit à une nationalité au Sénégal. Des représentants de gouvernements et des organisations de la société civile lusophones originaires d'Angola, du Brésil, du Cap-Vert, de Guinée-Bissau et de la CEDEAO sont venus partager les bonnes pratiques et les enseignements tirés de différentes initiatives régionales menées pour éradiquer l'apatridie en Afrique et aux Amériques.

Des représentants des États membres de l'Union africaine se sont réunis à l'Ile Maurice en septembre 2017 pour examiner le projet de Protocole à la Charte africaine

des droits des hommes et des peuples sur les aspects spécifiques du droit à la nationalité et l'éradication de l'apatridie en Afrique. L'adoption de ce protocole constituera une étape importante sur la voie d'un plus grand engagement des gouvernements à résoudre les situations d'apatridie dans la région.

CONTRAINTES

Les conflits ont été la première cause de déplacement en Afrique, l'insécurité entravant l'accès humanitaire et entravant les efforts déployés par le HCR pour préserver l'espace de protection. Le personnel de l'organisation restait exposé à des incidents de sécurité, en particulier dans les régions particulièrement instables de la Somalie, du Soudan du Sud, de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest.

L'accès insuffisant à une alimentation abordable et nutritive a continué à produire des déplacements et a accru la vulnérabilité des personnes relevant de la compétence du HCR. Le Nigéria, la Somalie et le Soudan du Sud, en particulier, ont connu des sécheresses persistantes, qui ont aggravé l'insécurité alimentaire et les déplacements.

En 2017, le HCR n'a pu obtenir des places que pour moins d'un tiers des candidats à la réinstallation réfugiés en Afrique, en raison d'une réduction importante du nombre de places de réinstallation disponibles dans le monde.



Dollo Ado : de l'aide humanitaire aux moyens de subsistance durables

Un projet entrepris par le HCR et la Fondation IKEA à Dollo Ado en Éthiopie a permis à des réfugiés somaliens de s'affranchir progressivement de l'aide humanitaire, de s'autonomiser, et, en définitive, d'accroître la prospérité de la région, en diversifiant les moyens de subsistance des réfugiés comme des communautés d'accueil. Le projet a bénéficié d'une planification conjointement assurée avec les autorités locales et nationales et les ONG partenaires, ainsi que de la forte implication de la Fondation IKEA, au travers de la mobilisation de réseaux et d'efforts de plaidoyer. Le projet a été riche d'enseignements pour la mise en œuvre du CRRF, notamment en ce qui concerne l'importance des approches multisectorielles, engageant l'ensemble de la société, et la valeur ajoutée du secteur privé.



INFORMATIONS FINANCIÈRES

Budget

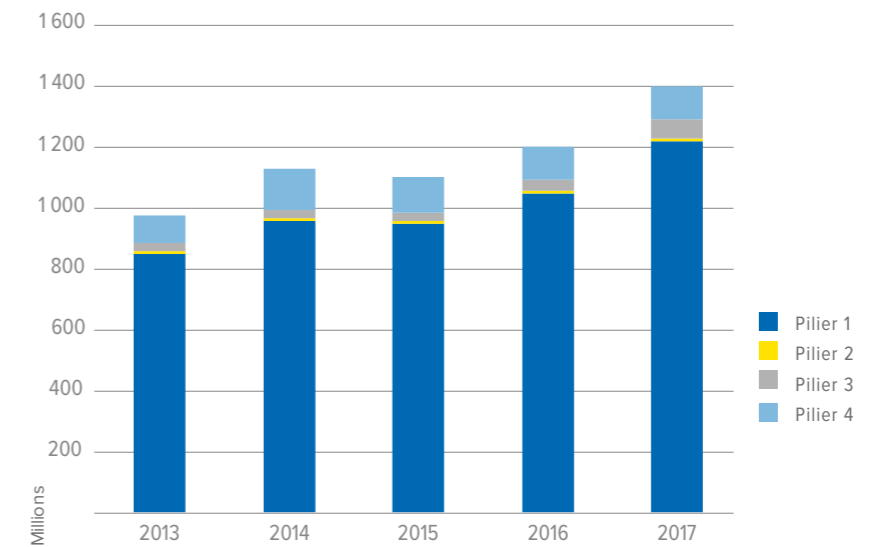
- Budget révisé approuvé par le Comité exécutif: **2,336 milliards de dollars**.
- Budget final: **2,925 milliards de dollars**.
- Augmentation du budget: **589 millions de dollars / +25%** due à des afflux massifs et imprévus de Sud-Soudanais dans les pays voisins, en particulier en Ouganda, ainsi qu'à de nouveaux afflux de Congolais en Angola et en Zambie et à des besoins supplémentaires pour les Somaliens, les Nigériens et les Burundais.
- Budget le plus élevé jamais établi pour l'Afrique.

Dépenses

SOURCE DES DÉPENSES		Milliers USD	% du total des dépenses dans la région	% du total des dépenses du HCR par source de financement
Report des années précédentes	Affecté	139 060	10%	50%
	Non affecté	157 875	11,4%	100%
Contributions volontaires	Affectées	785 673	56,5%	36%
	Légèrement affectées	218 610	15,7%	34%
	Non affectées	35 073	2,5%	9%
	Dons en nature	11 120	0,8%	34%
Coûts d'appui aux programmes	-	21 192	1,5%	11%
Autres revenus	-	21 470	1,5%	17%
TOTAL		1 390 074	100%	34%

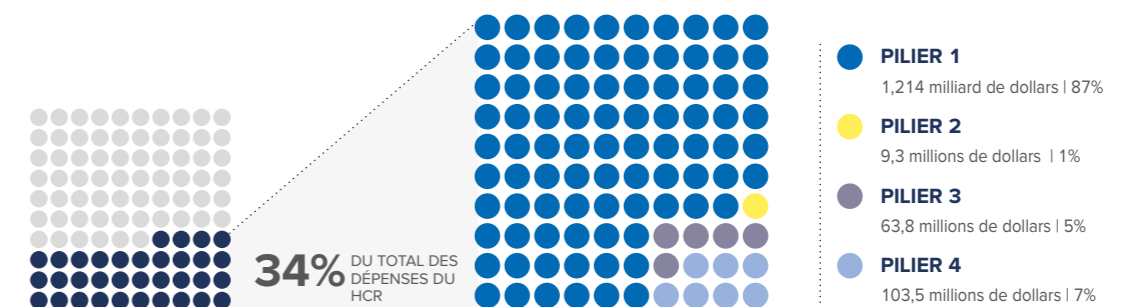
- Part du budget non financée: **52%**.
- Forte proportion de financements à affectation stricte: **67%** des dépenses régionales.
- L'ensemble des fonds non affectés reportés des années précédentes a été alloué à l'Afrique.
- Le manque de financement a affecté toutes les activités, et s'est traduit par une réduction des services essentiels, en particulier dans les secteurs de la santé, l'éducation et l'approvisionnement en eau potable, des réductions dans le suivi de protection, l'appui aux moyens de subsistance, la réponse auprès des déplacés internes, et par l'impossibilité de remédier aux pénuries alimentaires et d'assurer la préparation et la planification des interventions en cas d'urgence.

DÉPENSES EN AFRIQUE 2013-2017 | USD



DÉPENSES 2017 EN AFRIQUE | USD

1,390 milliard de dollars



BUDGET ET DÉPENSES EN AFRIQUE | USD

OPÉRATION		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOTAL
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes	
AFRIQUE DE L'OUEST						
Burkina Faso	Budget	24 274 911	510 537	-	-	24 785 448
	Dépenses	16 555 959	327 405	-	-	16 883 364
Côte d'Ivoire	Budget	7 033 839	4 158 830	9 065 779	-	20 258 448
	Dépenses	5 023 923	1 913 883	3 902 461	-	10 840 267
Ghana	Budget	8 878 867	-	-	-	8 878 867
	Dépenses	5 392 500	-	-	-	5 392 500
Guinée	Budget	4 471 017	-	-	-	4 471 017
	Dépenses	2 102 967	-	-	-	2 102 967
Libéria	Budget	16 194 818	-	-	-	16 194 818
	Dépenses	9 818 855	-	-	-	9 818 855
Mali	Budget	13 625 052	956 948	25 280 187	1 145 345	41 007 532
	Dépenses	5 730 302	754 385	6 394 146	467 947	13 346 781
Niger	Budget	73 066 991	685 411	-	8 796 830	82 549 232
	Dépenses	28 969 805	340 865	-	6 980 126	36 290 796
Nigéria	Budget	5 942 897	-	30 235 482	43 588 668	79 767 048
	Dépenses	2 468 614	-	15 801 339	12 343 061	30 613 014
Sénégal - Bureau régional ¹	Budget	29 209 452	2 107 714	-	-	31 317 166
	Dépenses	18 303 064	1 531 862	-	-	19 834 927
SOUS-TOTAL	Budget	182 697 844	8 419 440	64 581 448	53 530 843	309 229 576
	Dépenses	94 365 988	4 868 402	26 097 946	19 791 134	145 123 470

AFRIQUE DE L'EST ET CORNE DE L'AFRIQUE

Tchad	Budget	161 304 068	991 739	-	2 850 000	165 145 807
	Dépenses	73 929 387	331 092	-	1 008 643	75 269 122
Djibouti	Budget	31 805 057	-	-	-	31 805 057
	Dépenses	12 071 265	-	-	-	12 071 265
Érythrée	Budget	3 899 094	-	-	-	3 899 094
	Dépenses	3 728 254	-	-	-	3 728 254
Éthiopie	Budget	330 548 039	-	-	-	330 548 039
	Dépenses	144 928 371	-	-	-	144 928 371
Éthiopie (Représentation du HCR auprès de l'UA et de la CEA)	Budget	2 205 453	-	-	-	2 205 453
	Dépenses	1 342 781	-	-	-	1 342 781
Kenya	Budget	229 378 159	910 184	-	-	230 288 343
	Dépenses	120 552 867	494 468	-	-	121 047 335
Kenya - Centre d'appui régional	Budget	7 017 371	-	-	-	7 017 371
	Dépenses	5 187 066	-	-	-	5 187 066
Somalie	Budget	55 025 162	-	23 493 230	39 561 426	118 079 819
	Dépenses	43 417 077	-	17 823 404	15 847 792	77 088 273
Soudan du Sud	Budget	130 874 080	1 495 492	-	39 303 047	171 672 619
	Dépenses	105 186 688	838 054	-	25 870 226	131 894 967
Soudan	Budget	167 478 836	2 483 936	6 313 447	25 980 814	202 257 032
	Dépenses	83 952 941	984 643	-	5 125 096	90 062 679
Ouganda	Budget	550 908 265	200 000	-	-	551 108 265
	Dépenses	204 671 490	17 628	-	-	204 689 118
Activités régionales	Budget	2 963 520	-	-	-	2 963 520
	Dépenses	678 652	-	-	-	678 652
SOUS-TOTAL	Budget	1 673 407 105	6 081 350	29 806 677	107 695 287	1 816 990 419
	Dépenses	799 646 839	2 665 885	17 823 404	47 851 756	867 987 884



BUDGET ET DÉPENSES EN AFRIQUE | USD

OPÉRATION		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOTAL
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes	
AFRIQUE CENTRALE ET GRANDS LACS						
Burundi	Budget	29 424 410	7 075	-	4 384 051	33 815 536
	Dépenses	17 787 060	-	-	1 815 443	19 602 503
Cameroun	Budget	87 796 062	1 148 504	-	5 300 263	94 244 829
	Dépenses	46 556 430	310 502	-	1 554 161	48 421 093
République centrafricaine	Budget	24 291 641	-	14 762 565	14 030 232	53 084 438
	Dépenses	14 648 089	-	7 620 080	10 864 000	33 132 170
République du Congo	Budget	26 232 864	-	-	2 409 803	28 642 667
	Dépenses	9 834 634	-	-	2 377 347	12 211 982
République démocratique du Congo Bureau régional ²	Budget	136 711 626	1 948 898	29 873 246	65 779 128	234 312 899
	Dépenses	65 134 141	480 650	3 797 061	19 205 674	88 617 526
Rwanda	Budget	96 813 087	-	7 565 094	-	104 378 181
	Dépenses	38 241 652	-	3 893 375	-	42 135 027
République-Unie de Tanzanie	Budget	126 701 666	-	10 431 514	-	137 133 180
	Dépenses	61 884 182	-	4 582 549	-	66 466 731
SOUS-TOTAL	Budget	527 971 356	3 104 477	62 632 419	91 903 478	685 611 730
	Dépenses	254 086 189	791 153	19 893 064	35 816 625	310 587 030

AFRIQUE AUSTRALE						
Angola	Budget	36 642 183	-	-	-	36 642 183
	Dépenses	19 442 005	-	-	-	19 442 005
Botswana	Budget	3 076 320	-	-	-	3 076 320
	Dépenses	1 874 740	-	-	-	1 874 740
Malawi	Budget	18 118 080	-	-	-	18 118 080
	Dépenses	6 878 982	-	-	-	6 878 982
Mozambique	Budget	5 397 322	125 626	-	-	5 522 948
	Dépenses	3 237 076	16 892	-	-	3 253 968
Afrique du Sud - Bureau régional	Budget	24 518 777	922 109	-	-	25 440 886
	Dépenses	15 281 528	695 838	-	-	15 977 366
Zambie	Budget	13 609 910	-	-	-	13 609 910
	Dépenses	11 873 961	-	-	-	11 873 961
Zimbabwe	Budget	10 525 885	432 094	-	-	10 957 979
	Dépenses	6 838 357	236 206	-	-	7 074 563
SOUS-TOTAL	Budget	111 888 477	1 479 829	-	-	113 368 306
	Dépenses	65 426 650	948 936	-	-	66 375 585

TOTAL	Budget	2 495 964 781	19 085 097	157 020 545	253 129 608	2 925 200 031
	Dépenses	1 213 525 666	9 274 374	63 814 415	103 459 516	1 390 073 970

¹ Inclut les activités au Bénin, en Gambie, en Guinée-Bissau, au Sénégal, en Sierra Leone et au Togo.

² Coordonne les activités au Gabon et en République démocratique du Congo.



CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'AFRIQUE | USD

DONATEUR	PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOUS PILIERS	TOTAL
	Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes		
États-Unis d'Amérique	130 466 544			8 007 000	469 833 788	608 307 332
Allemagne	27 727 694			1 693 647	66 041 090	95 462 432
Union européenne	54 675 106		2 536 137	5 784 887	12 538 090	75 534 220
Japon	32 516 831		9 472 709	3 727 504	1 210 175	46 927 218
Royaume-Uni	34 590 798				7 701 505	42 292 303
Fonds central pour les interventions d'urgence	19 907 540		1 629 586	5 699 849		27 236 975
Canada					19 445 047	19 445 047
Norvège	11 796 251				2 000 446	13 796 697
Donateurs privés au Qatar	12 807 861					12 807 861
Suède	2 076 667			583 363	10 018 789	12 678 818
Donateurs privés aux Pays-Bas	12 423 173				118	12 423 292
France	5 924 066			300 000	4 560 261	10 784 326
Donateurs privés en Allemagne	396 801				10 185 955	10 582 756
Danemark	9 385 299	97 357			1 065 107	10 547 763
Donateurs privés aux États-Unis d'Amérique	5 169 296			18 216	3 394 285	8 581 797
République de Corée	3 620 978				4 900 000	8 520 978
Pays-Bas	7 642 234					7 642 234
Donateurs privés au Japon	5 797 170		155 365	349 625	52 518	6 354 677
Belgique	2 522 397			3 691 003		6 213 400
Irlande	4 818 510				1 365 188	6 183 698
Suisse	6 100 823		40 040			6 140 863
Finlande					6 011 104	6 011 104
Australie	5 145 414					5 145 414
Italie	3 494 654	285 830	124 274		291 946	4 196 705
Fonds de financement commun	1 679 035			2 346 881		4 025 916
Donateurs privés en Espagne	1 487 700				1 695 918	3 183 618
Autriche	1 802 885			1 201 923		3 004 808
Chine	2 000 000			1 000 001		3 000 001
Donateurs privés en Australie	1 852 697				553 762	2 406 459
Arabie saoudite	2 404 000					2 404 000
Luxembourg					2 301 255	2 301 255
Fonds mondial	2 090 890					2 090 890
Émirats arabes unis	1 592 117					1 592 117
Programme des Nations Unies pour le développement	1 394 426					1 394 426
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	1 245 475					1 245 475
Espagne	832 115			239 637	171 801	1 243 553
Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix	659 723	81 288	500 000			1 241 011
Donateurs privés aux Émirats arabes unis	786 000			214 000	3 078	1 003 078
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida	944 000					944 000
Donateurs privés en Italie	553 249			534	320 119	873 902
Autorité intergouvernementale pour le développement	846 997					846 997
Fonds du programme « Unité d'action des Nations Unies »					840 622	840 622
Donateurs privés au Royaume-Uni	473 128				354 539	827 667

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'AFRIQUE | USD

DONATEUR	PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOUS PILIERS	TOTAL
	Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes		
Donateurs privés au niveau mondial	37 143				494 664	531 807
Donateurs privés en Suisse	111 463				406 046	517 508
Donateurs privés au Canada	375 003				63 516	438 519
Donateurs privés en République de Corée	376 633				30 590	407 223
Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies	369 392					369 392
Fonds des Nations Unies pour le Darfour				242 761		242 761
Union africaine	200 000					200 000
Afrique du Sud					147 382	147 382
Programme alimentaire mondial	142 640					142 640
Donateurs privés en Suède	548				124 523	125 071
Programme des Nations Unies pour les établissements humains				115 000		115 000
Donateurs privés en Thaïlande					90 664	90 664
Nigéria					63 735	63 735
Portugal	58 962					58 962
Fonds des Nations Unies pour la population	49 491					49 491
Donateurs privés en France					47 959	47 959
Donateurs privés en Chine					42 003	42 003
Saint Siège	10 000				10 000	20 000
Botswana					18 961	18 961
Donateurs privés au Nigéria					17 270	17 270
Donateurs privés au Koweït	14 901					14 901
Donateurs privés au Ghana	2 105				10 000	12 105
Donateurs privés en Ouganda					5 370	5 370
Donateurs privés au Rwanda	1 000					1 000
Donateurs privés en Autriche	107				770	877
Donateurs privés au Brésil					126	126
Donateurs privés en Irlande					120	120
TOTAL	423 399 929	464 475	14 458 111	35 215 830	628 430 204	1 101 968 549

Note: Les Contributions incluent 7 pour cent de coûts d'appui aux programmes, et ne comprennent pas 33,4 millions de dollars dont la mise en œuvre est prévue pour 2018.

